

Art. 22. De Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 26 september 1990.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :
De Voorzitter,
J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media,
B. FAGNOUL

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 42

11 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant, pour l'année 1990, les communes en difficulté financière et les modalités de répartition de la somme affectée au critère visé à l'article 20, § 4, du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 2°;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, notamment l'article 20, § 4;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980 et par la loi du 4 juillet 1989;

Considérant que des communes ont dû contracter au cours des dernières années des emprunts de trésorerie pour faire face à des difficultés financières considérables et spécifiques;

Considérant que, parmi celles-ci, les communes de Honnelles, La Louvière, Mons, Seraing, Verviers et Namur devront de ce fait effectuer dans les prochaines années des remboursements tels qu'il leur sera impossible d'équilibrer leur budget;

Considérant que, par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 décembre 1989, les six communes précitées avaient déjà bénéficié d'une intervention complémentaire spéciale destinée à rendre supportable la charge de remboursement de divers emprunts de trésorerie qu'elles ont dû contracter pour faire face à leurs difficultés financières;

Considérant que si cette intervention complémentaire n'était plus octroyée il s'en suivrait une augmentation subite de la charge financière telle que ces six communes seraient dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations financières et d'établir des prévisions budgétaires appropriées;

Considérant que la commune de Honnelles a bénéficié en 1989, dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif précité, d'une intervention représentant la prise en charge de 2 % d'intérêt dans l'emprunt de trésorerie de F 23 000 000 contracté par la commune;

Considérant le manque de ressources financières de cette commune;

Considérant dès lors qu'il s'indique de faire bénéficier la commune de Honnelles d'une intervention similaire à celle dont bénéficient les communes de La Louvière, Mons, Seraing, Verviers et Namur, soit la prise en charge de 3,5 % d'intérêt dans l'emprunt précité;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les six communes précitées connaissent une situation financière structurellement obérée;

Considérant enfin qu'en 1990, les communes qui ont bénéficié d'un ou plusieurs emprunts de trésorerie garanti par la Région wallonne ont accepté de recevoir un inspecteur régional dont le traitement et les frais de mission étaient à leur charge; que ces traitements et frais, au lieu d'être prélevés à charge de communes concernées, ont été simplement portés au débit du compte n° 091-0085660-38 ouvert par la Région wallonne au Crédit communal de Belgique;

Considérant que les communes concernées aggraveraient leurs difficultés financières ou ne manqueraient pas d'en connaître de nouvelles si un prélèvement représentant un total actuel de quelque F 20 000 000 — soit une année de traitement et une année de frais — venait à être effectué à présent; qu'il s'en suit que la tranche visée à l'article 20, § 4, du décret précité, peut à juste titre servir pour permettre à ces communes d'apurer, à concurrence du solde de ladite tranche, le solde débiteur du compte n° 091-0085660-38;

Vu l'accord du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne;

Vu l'urgence, motivée par le fait que, eu égard à la situation financière de ces communes, il s'indique de fixer sans retard les modalités de répartition de la somme revenant à celles-ci;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

Article 1er. Pour l'année 1990, sont reconnues en difficulté financière les communes suivantes :

1° Honnelles, La Louvière, Mons, Seraing, Verviers et Namur;

2° les communes ayant bénéficié d'un ou plusieurs emprunts de trésorerie garantis par la Région wallonne et qui, au cours de l'année 1990 ont eu un inspecteur régional dont le traitement et les frais de mission ont été imputés au compte n° 091-0085660-38 « frais des inspecteurs régionaux » ouvert par la Région wallonne au Crédit communal de Belgique.

Art. 2. Il est accordé aux communes de Honnelles, La Louvière, Mons, Seraing, Verviers, Namur une intervention représentant la prise en charge de 3,5 % d'intérêt dans les emprunts d'aide extraordinaire, les emprunts d'assainissement et les reconsolidations des charges échues desdits emprunts pour autant qu'ils aient été contractés par les communes précitées depuis l'année 1981 et que leur remboursement ait été étalé jusqu'en 2010.

L'intervention correspond à la différence entre l'annuité totale calculée au taux en vigueur de ces emprunts et l'annuité totale calculée à ce taux diminué de 3,5 %.

Art. 3. Après l'attribution de l'intervention visée à l'article 2, il est accordé, sur le solde de la tranche, une intervention à toutes les communes où, au cours de l'année 1990, un inspecteur régional a exercé une mission de contrôle.

L'intervention est calculée au prorata du nombre de mois de la mission de l'inspecteur régional, au cours de cette année, dans la commune considérée et au prorata du chiffre de population de la commune au 1er janvier 1989.

Art. 4. Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 octobre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. VAN DER BIEST

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 42

11. OKTOBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung, für das Jahr 1990, der Gemeinden, die sich in finanziellen Schwierigkeiten befinden, und der Modalitäten für die Verteilung der für das in Artikel 20, § 4, des Dekrets vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Gemeinden erwähnte Kriterium bestimmten Summe

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6, § 1, VII, 2°;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Gemeinden, insbesondere des Artikels 20, § 4;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980 und durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

In der Erwägung, dass gewisse Gemeinden in den letzten Jahren Kassenkredite aufnehmen mussten, um erhebliche und spezifische finanzielle Schwierigkeiten zu bewältigen;

In der Erwägung, dass unter diesen Gemeinden die Gemeinden Honnelles, La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur deshalb in den kommenden Jahren dermassen Rückzahlungen leisten müssen werden, dass sie nicht imstande werden, ihren Haushaltsplan im Gleichgewicht zu halten;

In der Erwägung, dass durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Dezember 1989 die sechs vorerwähnten Gemeinden eine spezielle zusätzliche Beihilfe erhalten haben, um die Rückzahlungslast verschiedener Kassenkredite erträglich zu machen, die sie aufnehmen mussten, um ihre finanziellen Schwierigkeiten zu bewältigen;

In der Erwägung, dass eine solche unvermittelte Erhöhung der finanzielle Last folgen würde, dass diese sechs Gemeinden nicht imstande würden ihre finanziellen Verpflichtungen zu bewältigen und angemessene Haushaltsvoranschläge aufzustellen, wenn diese zusätzliche Beihilfe nicht mehr gewährt wurde;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Honnelles im Rahmen des vorerwähnten Erlasses der Exekutive eine Beihilfe in 1989 erhalten hat, die eine Beteiligung von 2 % an den Zinsen des durch die Gemeinde aufgenommenen Kassenkredits von BF 23 000 000 darstellt;

In Anbetracht des Mangels an Geldmitteln dieser Gemeinde;

In der Erwägung demnach, dass es an Betracht ist, der Gemeinde Honnelles eine ähnliche Beihilfe zugute kommen lassen, wie welche, die den Gemeinden La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur gewährt wird, d.h. die Beteiligung von 3,5 % an den Zinsen der vorerwähnten Anleihe;

In der Erwägung, dass daraus hervor geht, dass die sechs vorerwähnten Gemeinden strukturell mit Schulden belastet sind;

In der Erwägung schliesslich, dass die Gemeinden, die einen oder mehrere von der Wallonischen Region garantierte Kassenkredite erhalten haben, in 1990 die Anwesenheit eines regionalen Inspektors akzeptiert haben, dessen Gehälter und Dienstreisekosten zu ihren Lasten gingen; dass diese Gehälter und Kosten zur Last des von der Wallonischen Region beim Gemeindekredit von Belgien eröffneten Kontos Nr. 091-0085660-38 geschrieben worden sind, statt zu Lasten der betreffenden Gemeinden abgezogen zu werden;

In der Erwägung, dass die betreffenden Gemeinden ihre finanziellen Schwierigkeiten verschlimmern würden und bestimmt neue Schwierigkeiten haben würden, wenn jetzt ein Abzug vorgenommen wurde, der sich zur Zeit auf insgesamt zirka BF 20 000 000 — d.h. ein Jahr Gehälter und ein Jahr Kosten — beläuft; dass demnach die in Artikel 20, § 4, des vorerwähnten Dekrets erwähnte Summe zu Recht dazu dienen kann, diesen Gemeinden die Möglichkeit zu geben, den Debetsaldo des Kontos Nr. 091-0085660-38 bis in Höhe des Restbetrags der besagten Summe abzudecken;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region für Haushalt, Finanzen und Transportwesen;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, dass die Modalitäten für die Verteilung des diesen Gemeinden zustehenden Betrags angesichts ihrer Finanzlage unverzüglich bestimmt werden sollten;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für das Jahr 1990 werden folgende Gemeinden als solche anerkannt, die sich in finanziellen Schwierigkeiten befinden :

1° Honnelles, La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur;

2° die anderen Gemeinden, die einen oder mehrere von der Wallonischen Region garantierte Kassenkredite erhalten haben und im Jahr 1990 einen regionalen Inspektor gehabt haben, dessen Gehalt und Dienstreisekosten zur Last des von der Wallonischen Region beim Gemeindegeldkredit von Belgien eröffneten Kontos Nr. 091-0085660-38 « Kosten in bezug auf die regionalen Inspektoren » geschrieben worden sind.

Art. 2. Den Gemeinden Honnelles, La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur wird eine Beihilfe gewährt, die eine Beteiligung von 3,5 % an den Zinsen der Anleihen für aussergewöhnliche Hilfe, der Sanierungsanleihen und der erneuten Konsolidationen der fälligen Lasten dieser Anleihen darstellt, sofern letztere nach 1981 von den vorerwähnten Gemeinden aufgenommen worden sind und ihre Rückzahlung sich bis 2010 erstreckt.

Die Beihilfe entspricht der Differenz zwischen der gesamten zum geltenden Zinssatz berechneten Annuität und der gesamten zu diesem um 3,5 % verringerten Zinssatz berechneten Annuität.

Art. 3. Nach Zuteilung der im Artikel 2 erwähnten Beihilfe wird allen Gemeinden, wo ein regionaler Inspektor im Jahr 1990 eine Kontrollaufgabe ausgeübt hat, vom Restbetrag der Summe eine Beihilfe gewährt.

Die Beihilfe wird im Verhältnis zur Anzahl Monate, während deren der regionale Inspektor in diesem Jahr in der betreffenden Gemeinde den Auftrag erfüllt hat, und im Verhältnis zur Bevölkerungszahl der Gemeinde am 1. Januar 1989 berechnet.

Art. 4. Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Oktober 1990.

De Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,

A. VAN DER BIEST

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 91 — 42

11 OKTOBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot bepaling, voor het jaar 1990, van de gemeenten die financiële problemen hebben en tot bepaling van de modaliteiten voor de verdeling van het bedrag bestemd voor het criterium bedoeld in artikel 20, § 4, van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financiering van de Waalse gemeenten

De Waalse Gewesexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 2°;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financiering van de Waalse Gemeenten, inzonderheid op artikel 20, § 4;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 en bij de wet van 4 juli 1989;

Overwegende dat bepaalde gemeenten gedurende de laatste jaren kasgeldleningen hebben moeten sluiten ten einde zware en specifieke financiële problemen te kunnen bestrijden;

Overwegende dat, onder die gemeenten, de gemeenten Honnelles, La Louvière, Bergen, Seraing, Verviers en Namen daardoor die leningen binnen de komende jaren zullen moeten terugbetalen en dat het dus voor hen onmogelijk zal zijn hun begroting sluitend te maken;

Overwegende dat de zes voormelde gemeenten krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 december 1989 al een bijzondere aanvullende tegemoetkoming hadden genoten ten einde de terugbetalingslasten van de verschillende kasgeldleningen gesloten om hun financiële problemen te bestrijden, draaglijk te maken;

Overwegende dat de afschaffing van die aanvullende tegemoetkoming een plotselinge verhoging van de financiële lasten tot gevolg zou hebben zodat die zes gemeenten niet in staat zouden zijn hun financiële verplichtingen waar te nemen en aangepaste begrotingsprevisies op te maken;

Overwegende dat in het kader van voormelde besluit van de Waalse Gewestexecutieve, de gemeente Honnelles in 1989 een tegemoetkoming gelijk aan het ten laste nemen van 2 % interesten in de door de gemeente gesloten kasgeldleningen van 23 000 000 F heeft genoten;

Overwegende het tekort aan financiële middelen van die gemeente;

Overwegende dat het derhalve geboden is dat de gemeente Honnelles een tegemoetkoming gelijk aan die welke de gemeenten La Louvière, Bergen, Seraing, Verviers en Namen genieten, ontvangt, dwz. het ten laste nemen van 3,5 % interesten in de voormelde lening;

Overwegende dat de zes voormelde gemeenten zich daardoor in een structureel zwaar belaste financiële toestand bevinden;

Overwegende tenslotte dat de gemeenten die één of meerdere door het Waalse Gewest gewaarborgde kasgeldleningen hebben genoten, in 1990 aanvaard hebben een gewestelijk inspecteur te ontvangen wiens wedde en opdrachtkosten te hunnen laste kwamen; dat de rekening nr. 091-0085660-38 geopend op naam van het Waalse Gewest bij het Gemeentekrediet van België met die wedden en kosten gewoon werd gedebiteerd, terwijl zij ten laste van de betrokken gemeenten moesten komen;

Overwegende dat de betrokken gemeenten hun financiële problemen zouden verzwaren of nieuwe financiële problemen zouden kunnen hebben, indien nu een actueel bedrag van ongeveer 20 miljoen frank — hetzij één jaar wedde en één jaar kosten — nu geheven zou worden; dat de in artikel 20, § 4, van het voormelde decreet bedoelde tranche terecht kan worden aangewend om die gemeenten in de mogelijkheid te stellen het debetsaldo van de rekening nr. 091-0085660-38, ten belope van het saldo van die tranche, in orde aan te zuiveren;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, Financiën en Vervoer van het Waalse Gewest;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, verantwoord door het feit dat, rekening houdend met de financiële toestand van die gemeenten, het geboden is onverwijld de modaliteiten inzake verdeling van de som die hen toekomt, vast te stellen;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit:

Artikel 1. Voor het jaar 1990 worden de volgende gemeenten erkend als gemeenten met financiële problemen:

1^o Honnelles, La Louvière, Bergen, Seraing, Verviers en Namen;

2^o de gemeenten die één of meerdere door het Waalse Gewest gewaarborgde kasgeldleningen hebben genoten en die, gedurende het jaar 1990, een gewestelijke inspecteur hebben ontvangen wiens wedde en opdrachtkosten ten laste van de rekening nr. 091-0085660-38 « Kosten van de gewestelijke inspecteurs », geopend op naam van het Waalse Gewest bij het Gemeentekrediet van België zijn gekomen.

Art. 2. Aan de gemeenten Honnelles, La Louvière, Bergen, Seraing, Verviers en Namen wordt een tegemoetkoming verleend die een ten laste nemen van 3,5 % interesten bedraagt in de leningen voor uitzonderlijke hulp, in de saneringsleningen en in de reconstitutie van vervallen lasten van die leningen, voor zover die leningen sinds het jaar 1981 door de voormelde gemeenten werden aangegaan en de terugbetaling ervan tot 2010 werd gespreid.

De tegemoetkoming bedraagt het verschil tussen de totale annuïteit berekend tegen de geldende rentevoet van die leningen en de totale annuïteit berekend tegen die rentevoet verminderd met 3,5 %.

Art. 3. Na toekenning van de in artikel 2 bedoelde tegemoetkoming wordt op het saldo van de tranche een tegemoetkoming verleend aan alle gemeenten waar, gedurende het jaar 1990, een gewestelijke inspecteur een controleopdracht heeft vervuld.

De tegemoetkoming wordt berekend naar rata van het aantal maanden waarin de gewestelijke inspecteur tijdens dit jaar zijn opdracht in de betrokken gemeente heeft vervuld en naar rata van het bevolkingscijfer van de gemeente op 1 januari 1989.

Art. 4. De Minister van Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 oktober 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 91 — 43

11 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la subvention spéciale aux communes pour promouvoir l'intégration et la cohabitation des différentes communautés locales

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1, VIII, modifié par la loi du 8 août 1988;

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

N. 91 — 43

11 OKTOBER 1990. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de bijzondere toelage aan de gemeenten voor de bevordering van de integratie en van het samenleven van de verschillende lokale gemeenschappen

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;